

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2019/40277]

24 JANVIER 2019. — Arrêté 2018/1592 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'appui à la formation professionnelle, mettant en œuvre l'article 29 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 21, 40, alinéa 3, 71, alinéa 1^{er}, 3°, 72, alinéa 1^{er}, 77, alinéas 2 et 3, 94 et 119;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 18 octobre 2018;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 18 octobre 2018;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 12 septembre 2018;

Vu l'avis du Comité de concertation intra-francophone en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, donné le 12 septembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 18 octobre 2018;

Vu l'avis n° 64.580/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 décembre 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. L'arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée;
- 2° le SPFB : les services du Collège de la Commission communautaire française (Service public francophone bruxellois);
- 3° le Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées;
- 4° le service : le service d'appui à la formation professionnelle défini à l'article 29 du décret;
- 5° l'asbl : l'association sans but lucratif définie à l'article 2, 13° du décret, qui organise un service d'appui à la formation professionnelle;
- 6° la formation : la formation préqualifiante et la formation qualifiante. La première consiste en l'acquisition des prérequis professionnels et la remise à niveau des connaissances générales nécessaires à l'exercice d'un emploi ou à la poursuite d'une formation professionnelle qualifiante. La seconde a pour but l'apprentissage d'un métier, d'une profession ou d'une fonction.
- 7° l'opérateur de formation : organisme ou institution proposant des formations qui ne s'adressent pas de manière spécifique à des personnes handicapées;
- 8° le stagiaire : personne handicapée suivant une formation visée dans cet arrêté;
- 9° l'équipe pédagogique : les professionnels de l'opérateur de formation chargés de la formation et de l'orientation professionnelle des stagiaires;
- 10° l'arrêté NM : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion professionnelle;
- 11° le Plan Tandem : le dispositif d'aménagement de la fin de carrière professionnelle mis en place par la Convention collective de travail du 23 avril 2009 au sein de la sous-commission paritaire 319.02.

CHAPITRE 2. — *Missions*

Art. 3. Le service met en œuvre la mission d'accompagnement psychopédagogique individuel visée à l'article 29, alinéa 2, 1° du décret au travers des actions suivantes :

- 1° soutenir la personne handicapée dans les démarches qui lui permettent de prendre part à une formation;
- 2° en concertation avec l'équipe pédagogique, réaliser un bilan professionnel afin de déterminer un projet professionnel adapté aux besoins, aux aspirations et aux capacités de la personne handicapée et de proposer des aménagements raisonnables à mettre en œuvre dans le cadre de la formation;
- 3° élaborer un projet individualisé en concertation avec la personne handicapée et assurer la mise en œuvre de celui-ci;
- 4° évaluer de manière continue le projet individualisé et l'adapter, s'il échet, en fonction des besoins et des capacités de la personne handicapée;

Le service assure cet accompagnement dès la demande de recherche de formation et pendant toute la durée de la formation.

Art. 4. Le service met en œuvre la mission de formation et de coordination visée à l'article 29, alinéa 2, 2° du décret au travers des actions suivantes :

- 1° coordonner la réflexion et les actions de l'équipe du service par des réunions régulières.

- 2° développer et mettre en œuvre un plan annuel de formation répondant aux besoins de l'équipe du service dans le domaine psychopédagogique.

Art. 5. Le service met en œuvre la mission d'information visée à l'article 29, alinéa 2, 3° du décret au travers des actions suivantes :

- 1° communiquer avec l'équipe pédagogique des besoins spécifiques et des capacités de la personne handicapée aux différents moments de la formation et déterminer avec elle les aménagements raisonnables utiles;
- 2° sensibiliser, si nécessaire, les autres stagiaires au sein du groupe de formation.

Art. 6. Sur base de l'article 29, alinéa 2, 4° du décret, la mission de médiation est mise en œuvre par le service au travers des actions suivantes :

- 1° offrir une écoute à la personne handicapée par l'organisation de rencontres individuelles;
- 2° organiser des contacts ou des rencontres entre les parties concernées.

CHAPITRE 3. — Normes d'agrément

Section 1^{ère}. — Normes de qualité

Art. 7. Le service se soumet aux évaluations, visites et contrôles organisés par les pouvoirs publics et leur fournit tout document requis dans l'exercice de leurs missions.

Art. 8. Dans le respect des dispositions prévues à l'article 74 du décret, tout document émanant du service indique le nom du service, le nom de l'asbl s'il est différent, le numéro d'entreprise, l'adresse du siège d'activité, l'adresse du siège social si elle est différente, l'agrément accordé et la date de la rédaction du document.

Art. 9. Le service rend accessible aux personnes handicapées les documents qui leur sont destinés.

Art. 10. Le service collabore à l'évaluation scientifique externe relative à la mise en œuvre des principes du décret visée en son article 103.

Art. 11. Outre les assurances légalement obligatoires, l'asbl souscrit pour le service les assurances suivantes :

- 1° en responsabilité civile pour toutes les prestations posées sous sa responsabilité, y compris les manifestations extérieures, et pour les volontaires qu'elle occuperait;
- 2° en responsabilité pour les administrateurs de l'asbl;
- 3° en incendie et vol pour le bâtiment et le mobilier.

Section 2. — Normes relatives à l'infrastructure

Art. 12. Le service établit son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 13. Le service dispose de locaux qui permettent :

- 1° de réaliser sur le lieu de son siège d'activités les missions définies aux articles 3 à 6 pour lesquelles il est agréé;
- 2° d'assurer un entretien individuel avec une personne handicapée permettant le respect de la confidentialité.

Art. 14. Le service assure l'accessibilité de ses locaux en tenant compte des spécificités du public accueilli.

Section 3. — Normes relatives à l'organisation

Art. 15. Le service rédige un projet de service. Il précise au minimum :

- 1° les valeurs sur lesquelles repose les missions du service;
- 2° ses missions et son public cible;
- 3° son offre de services;
- 4° la description du service et ses règles de fonctionnement;
- 5° les méthodes d'organisation du travail pour tendre vers la réalisation du projet de vie des personnes handicapées;
- 6° les modalités de la participation des personnes handicapées, visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 3° du décret;
- 7° les modalités de la participation à des actions communautaires, visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 4° du décret;
- 8° les modalités de la mise en œuvre d'une démarche de réseau, visée à l'article 71, alinéa 1^{er}, 5° du décret;
- 9° les modalités de l'évaluation du projet individualisé des personnes handicapées, en y incluant leur participation.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel.

Art. 16. Le service dispose :

- 1° de plages horaires suffisantes pour offrir des interventions répondant aux besoins des personnes handicapées;
- 2° d'une adresse électronique, d'un répondeur téléphonique, d'un téléphone mobile et de tout moyen de communication adapté pour permettre aux personnes handicapées de laisser un message en dehors des heures d'ouverture du service;
- 3° d'un site internet régulièrement mis à jour qui présente les activités développées par le service et qui est rendu accessible au public-cible.

Section 4. — Normes relatives au personnel

Art. 17. Les membres du personnel du service correspondent aux fonctions et répondent aux conditions de diplôme qui sont déterminées par l'annexe III de l'arrêté NM.

Art. 18. A l'exception des services repris dans la catégorie 1 visée à l'article 25, le caractère pluridisciplinaire de l'équipe d'accompagnement est assuré.

Art. 19. Toute fonction rémunérée dans le service est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'asbl.

Art. 20. Lors du premier engagement d'un membre du personnel, le service dispose d'un extrait de casier judiciaire dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Le service évalue si le membre du personnel peut exercer la fonction à laquelle il est candidat, en prenant en considération la spécificité des personnes handicapées accompagnées.

Art. 21. Le service tient un dossier individuel accessible à chaque membre du personnel concerné.

Il comprend au minimum :

- 1° le contrat de travail qui lie le service et le travailleur, et ses modifications ultérieures;
- 2° une copie des titres et diplômes utiles à la fonction;
- 3° les attestations prouvant l'ancienneté;
- 4° l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 20;
- 5° les formations suivies par le travailleur depuis son engagement;
- 6° tout document relatif au subventionnement éventuel du travailleur par un autre pouvoir public.

Art. 22. Les volontaires effectuent leurs prestations en appui du personnel du service.

Une convention de volontariat règle leurs relations avec le service dans le respect de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Le service conserve une copie de ces conventions individuelles.

Art. 23. Le service assure la formation continuée des membres du personnel et des volontaires en lien avec l'exercice des missions définies au chapitre 2.

Section 5. — Normes relatives aux personnes handicapées

Art. 24. La personne handicapée qui n'est pas encore admise au bénéfice des interventions du décret peut bénéficier des interventions du service. Elle introduit une demande d'admission au Service PHARE au plus tard dans les 9 mois à compter de la prise d'effet de la convention d'accompagnement visée à l'article 27. Pendant cette période, elle est prise en compte dans les nombres mentionnés à l'article 25.

Art. 25. Chaque service est agréé pour assurer les missions visées aux articles 3, 5 et 6 en faveur :

- d'au moins 10 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 1;
- d'au moins 20 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 2;
- d'au moins 30 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 3;
- d'au moins 40 personnes handicapées par an. Il est alors repris en catégorie 4.

Parmi ces personnes, au moins 60% suivent une formation en cours d'année civile.

Seules les personnes handicapées qui bénéficient d'un accompagnement au cours de l'année considérée dans le cadre de la convention d'accompagnement visée à l'article 27 sont comptabilisées dans ces nombres.

Section 6. — Normes relatives aux relations entre le service et la personne handicapée

Art. 26. Le service rédige un règlement d'ordre intérieur. Il indique au minimum :

- 1° les devoirs et droits du service à l'égard de la personne handicapée;
- 2° les droits et devoirs de la personne handicapée;
- 3° l'évaluation du projet individualisé de la personne handicapée, tous les 18 mois;
- 4° les modalités d'introduction des demandes d'informations et des réclamations et leur mode de traitement;
- 5° les mesures mises en œuvre lorsqu'un bénéficiaire des interventions du service contrevient aux règles de fonctionnement ou en cas de détérioration volontaire du matériel;
- 6° les noms de la personne chargée de la gestion journalière et du président du conseil d'administration;
- 7° les dispositions inscrites aux articles 29 et 30;
- 8° la mention des risques couverts par les assurances souscrites par le service;
- 9° les coordonnées du Service PHARE et du service d'inspection du SPFB.

Ce document est établi et revu régulièrement en concertation avec les membres du personnel et en incluant la participation des personnes handicapées.

Art. 27. Dans le cadre des missions décrites aux articles 3, 5 et 6, une convention d'accompagnement écrite est conclue et signée entre le service et la personne handicapée.

Elle mentionne au minimum :

- 1° l'identité des parties;
- 2° la date de prise d'effet de la convention et sa durée. Elle s'arrête au plus tard trois mois après la fin du suivi de la dernière formation;
- 3° les objectifs du projet individualisé;
- 4° le projet individualisé;

- 5° les modalités suivant lesquelles la convention peut être modifiée, complétée ou résiliée;
- 6° les modalités d'évaluation de la mise en œuvre de la convention; la personne handicapée participe à cette évaluation;
- 7° le montant de la contribution financière visée à l'article 30 et les modalités de son versement;
- 8° la date de signature.

Chacune des parties reçoit un exemplaire signé de la convention.

Le projet de service et le règlement d'ordre intérieur du service tels que définis aux articles 15 et 26 sont expliqués et remis contre accusé de réception et moyennant signature pour accord à la personne handicapée.

Art. 28. Dans le cadre des missions décrites aux articles 3, 5 et 6 un dossier individuel centralisé est ouvert au nom de la personne handicapée avec laquelle une convention est signée.

Il comprend au minimum :

- 1° la demande et/ou le rapport de l'entretien initial avec la personne handicapée;
- 2° la convention d'accompagnement telle que décrite à l'article 27;
- 3° les attestations de réception du projet de service et du règlement d'ordre intérieur par la personne handicapée lors de la signature de la convention;
- 4° les données individuelles de la personne handicapée nécessaires à la mise en œuvre de la convention;
- 5° le suivi et les évaluations de la mise en œuvre de la convention.

Art. 29. Le service ne peut conditionner ses interventions à une autre contrepartie que celle visée à l'article 30.

Art. 30. La personne handicapée participe aux frais du service avec lequel elle a conclu une convention et lui verse à cet effet une contribution financière mensuelle.

Cette contribution est comprise entre 1,70 et 5 euros, en fonction des critères établis par le service et tient compte des ressources de l'intéressé.

Art. 31. Si la personne handicapée est protégée au sens de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine, le service se conforme, selon ce statut, aux dispositions du contrat de mandat ou de l'ordonnance du juge de paix et consulte, si nécessaire, le mandataire ou l'administrateur des biens désigné dans cet acte.

Art. 32. La participation des personnes handicapées prévue à l'article 71, 3° du décret se traduit par un processus annuel consultatif individualisé adapté aux spécificités des personnes handicapées et déterminé par le service.

Section 7. — Normes relatives aux relations entre le service et le service PHARE

Art. 33. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné un rapport d'activité.

Il contient au minimum :

- 1° des informations globalisées sur le nombre de personnes handicapées ayant un projet de formation, le nombre de personnes handicapées suivant une formation, ainsi que l'âge, le sexe, le handicap, le domicile, les objectifs et les résultats;
- 2° l'évaluation de la mise en œuvre du projet de service visé à l'article 15;
- 3° les faits marquants de l'activité du service;
- 4° les modalités de mise en œuvre du travail en réseau conformément aux dispositions de l'article 71, 5° du décret;
- 5° les moyens mis en œuvre pour favoriser la participation et l'inclusion des personnes handicapées;
- 6° des données globalisées relatives au personnel occupé et les changements intervenus pendant l'année;
- 7° les modalités et les résultats de l'évaluation interne visée à l'article 102 du décret;
- 8° les perspectives d'évolution du service, en termes d'activités et d'organisation.

Art. 34. Le service communique au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné, le numéro national, les dates de début et de fin de convention d'accompagnement des personnes handicapées avec lesquelles il a signé une convention visée à l'article 27.

Le Service PHARE intègre ces informations dans les dossiers individuels des personnes handicapées dont il dispose.

Art. 35. Le Service informe le Service PHARE dans les quinze jours de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement, ainsi que de toute modification relative au personnel visé à l'article 17.

Pour chaque membre du personnel visé à l'article 17, le service communique au Service PHARE dans les quinze jours de son engagement la copie de son contrat de travail et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Seuls les éléments indispensables au calcul des subventions sont transmis au Service PHARE.

Art. 36. En matière de tenue des comptes, l'exercice comptable correspond à l'année civile.

Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné ses comptes et bilan, tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ou au Greffe du Tribunal du commerce. Dans ce dernier cas, la preuve du dépôt est jointe.

Art. 37. Le service transmet au Service PHARE pour le 30 juin de l'exercice qui suit celui concerné le dossier justificatif des subventions visé à l'article 50.

Art. 38. Le SPFB fixe les modalités de la transmission des informations prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 4. — *Subventions*

Section 1^{re}. — Modalités générales d'octroi des subventions

Art. 39. La subvention due à un service agréé est annuelle.

Elle est versée sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lesquelles elles sont octroyées.

Elle est soldée après examen par le SPFB du dossier justificatif visé à l'article 50.

Art. 40. L'avance mensuelle tient compte de la catégorie agréée visée à l'article 25, de l'évolution du personnel repris à l'article 17 en termes de nombre, de fonction, d'ancienneté et de prestations dans les limites fixées à la section 2 du présent chapitre.

En cas de dépassement du délai fixé à l'article 35, le calcul des avances mensuelles ne prendra en compte la modification du personnel que le premier jour du mois qui suit la réception des documents.

Art. 41. Lorsque le SPFB constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, il récupère le trop perçu sur une période de 12 mois maximum et après concertation avec la direction du service par compensation avec les prochaines avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Cette récupération peut, exceptionnellement et à la demande du service, faire l'objet de termes et délais. Le SPFB établit un plan d'apurement.

Art. 42. Lorsque le SPFB constate que le trop perçu obtenu par le service procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, le SPFB récupère le paiement indu en une fois.

Dans cette hypothèse, le SPFB transmet au Membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément.

Section 2. — Subvention pour frais de personnel

Art. 43. La subvention annuelle des frais de personnel visé à l'article 17 et affecté aux missions visées au chapitre 2 est limitée à tout moment de l'année aux normes suivantes :

- service de catégorie 1 : 0,5 équivalent temps plein;
- service de catégorie 2 : 1 équivalent temps plein;
- service de catégorie 3 : 1,5 équivalents temps plein;
- service de catégorie 4 : 2 équivalents temps plein.

Parmi les emplois subventionnés, le nombre de travailleurs titulaires d'un titre de master ne peut dépasser :

- service de catégorie 1 : 0,10 équivalent temps plein;
- service de catégorie 2 : 0,20 équivalent temps plein;
- service de catégorie 3 : 0,35 équivalent temps plein;
- service de catégorie 4 : 0,45 équivalent temps plein.

La norme d'équivalent temps plein pour des travailleurs titulaires d'un master est doublée pour un service accompagnant majoritairement des personnes handicapées présentant une déficience intellectuelle, des troubles du spectre de l'autisme ou une lésion cérébrale et n'est pas limitée pour un service accompagnant majoritairement des personnes handicapées présentant une déficience auditive.

Art. 44. La subvention couvre les frais de personnel encourus et est limitée au calcul établi sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM.

Art. 45. Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention calculée en application des articles 43 et 44 est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel.

Les frais de formation peuvent en outre concerner des frais de supervision et des frais de l'évaluation à usage interne, telle que prévue par l'article 102 du décret.

Art. 46. La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem est attribuée sur la base du même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations, qui étaient d'un trois-quarts ou d'un temps plein, à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, les frais et cotisations suivants :

- 1° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur bénéficiaire du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;
- 2° les frais de rémunération, charges patronales et autres avantages liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre du Plan Tandem, tels que définis à l'annexe V de l'arrêté NM;
- 3° la cotisation versée au Fonds social « Old Timer » en application du Plan Tandem.

Section 3. — Subvention pour frais généraux

Art. 47. La subvention annuelle des frais généraux est limitée aux montants suivants :

- service de catégorie 1 : 2.000,00 euros;
- service de catégorie 2 : 6.000,00 euros;
- service de catégorie 3 : 10.000,00 euros;
- service de catégorie 4 : 14.000,00 euros.

Art. 48. La subvention couvre les frais admissibles encourus repris à l'annexe du présent arrêté en rapport avec les missions visées au chapitre 2.

Art. 49. Cette subvention peut couvrir des surcoûts salariaux de membres du personnel dépassant le nombre d'emploi fixé à l'article 43 et pris en charge partiellement par un autre pouvoir public.

Section 4. — Dossier justificatif des subventions

Art. 50. Le dossier justificatif comprend les pièces suivantes :

- 1° en ce qui concerne les frais de personnel :
 - les comptes individuels des travailleurs;
 - l'attestation C 450 bis de l'Office national de sécurité sociale;
 - l'attestation du SPF Finances prouvant le paiement du précompte professionnel;
 - le décompte définitif de l'assurance-loi;
 - le décompte définitif de la médecine du travail;
 - un tableau récapitulatif des frais de personnel indiquant le personnel concerné, la nature des formations suivies et leur coût.
- 2° en ce qui concerne les frais généraux (y compris les surcoûts salariaux subventionnables en vertu de l'article 49) :
 - la balance générale;
 - les tableaux des amortissements des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital;
 - le grand livre ou historique des comptes généraux.

Le SPFB peut compléter la liste des pièces sollicitées et demander notamment toutes les pièces justificatives qui justifient les écritures comptables.

Art. 51. Le SPFB vérifie le dossier justificatif. Il établit la différence entre la somme des avances versées et le montant de la subvention due.

Il soumet une proposition de décision au service dans les six mois de la réception du dossier justificatif à condition que le dossier soit complet et suffisant. A partir de la date de réception de cette proposition, le service dispose d'un délai de six semaines pour communiquer ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, la proposition du SPFB est considérée comme acceptée.

Dans un délai de six semaines suivant la date de réception de ces observations, le SPFB transmet le décompte définitif de la subvention.

Art. 52. Les contributions financières visées à l'article 30 ne sont pas déduites de la subvention.

CHAPITRE 5. — Mise en œuvre des missions d'appui à la formation professionnelle par un service d'accompagnement

Art. 53. En application de l'article 40 du décret, un service d'accompagnement agréé peut exercer les missions définies au chapitre 2 dans le cadre d'une convention de cinq ans conclue avec le Collège, moyennant le respect des dispositions du chapitre 3 et selon les modalités suivantes :

- 1° compléter son projet de service et son règlement d'ordre intérieur sur base des articles 15 et 26;
- 2° compléter son rapport annuel d'activités sur base de l'article 33;
- 3° dans le cadre de sa comptabilité analytique, distinguer la mission conventionnée.

Art. 54. Les subventions sont octroyées sur base des dispositions du chapitre 4.

Art. 55. Le dossier justificatif des subventions distingue les missions d'appui à la formation professionnelle des missions relatives au service d'accompagnement.

Art. 56. La convention conclue avec le Collège contient :

- 1° les dispositions des articles 53 à 55;
- 2° les objectifs du service d'accompagnement qui précisent les modalités de mise en œuvre des missions d'appui à la formation professionnelles;
- 3° la mention de la catégorie d'agrément telle que définies à l'article 25.

Elle est soumise à l'avis préalable du Conseil consultatif.

Art. 57. Une dispense de la contribution financière prévue à l'article 30 est prévue lorsque la personne handicapée a déjà signé pour la même période une convention d'accompagnement avec le service d'accompagnement.

CHAPITRE 6. — *Dispositions modificatives*

Art. 58. Dans l'arrêté 2017/892 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services de loisirs inclusifs, mettant en œuvre la section 7 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée est apportée la modification suivante :

à l'art. 33, 5^o, le chiffre « 33 » est remplacé par le chiffre « 31 ».

Art. 59. Dans l'arrêté 2017/891 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services de soutien aux activités d'utilité sociale, mettant en œuvre la section 5 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée est apportée la modification suivante :

à l'art. 38, alinéa 1^{er}, le chiffre « 18 » est remplacé par le chiffre « 16 ».

Art. 60. Dans l'arrêté 2017/1388 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée est apportée la modification suivante :

à l'art. 55, le chiffre « 54 » est remplacé par le chiffre « 53 ».

Art. 61. Dans l'arrêté 2017/626 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 fixant les modalités et les procédures d'agrément des centres, services, logements ou entreprises visés à l'article 70 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée sont apportées les modifications suivantes :

- 1^o à l'art. 5, 3^e alinéa, le chiffre « 4, 14^o » est remplacé par le chiffre « 4, 13^o »;
- 2^o à l'art. 6, 2^e alinéa, le chiffre « 4, 14^o » est remplacé par le chiffre « 4, 13^o »;
- 3^o à l'art. 13, le chiffre « 4, 1^o à 14^o » est remplacé par le chiffre « 4, 1^o à 13^o »;
- 4^o à l'art. 21, 2^o, le chiffre « 4, 1^o à 14^o » est remplacé par le chiffre « 4, 1^o à 13^o ».

Art. 62. Dans l'arrêté 2017/1481 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'accueil familial, mettant en œuvre la section 3 du chapitre 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée est apportée la modification suivante :

à l'article 39, 1^{er} alinéa, le chiffre « 25 » est remplacé par le chiffre « 23 ».

Art. 63. Dans l'arrêté 2017/1127 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'accompagnement, mettant en œuvre la section 4 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée sont apportées les modifications suivantes :

- 1^o à l'art. 66, 2^e alinéa, les mots "d'interventions" sont remplacés par les mots "de périodes d'accueil" ;
- 2^o à l'art. 67, les chiffres « 32, 1^o », « 32, 2^o » et « 32, 3^o » sont remplacés respectivement par les chiffres « 30, 1^o », « 30, 2^o » et « 30,3^o »;
- 3^o à l'art. 68, les chiffres « 33, 1^o », « 33, 2^o » et « 33, 3^o » sont remplacés respectivement par les chiffres « 31, 1^o », « 31, 2^o » et « 31, 3^o »;
- 4^o à l'art. 69, les chiffres « 34, 1^o » et « 34, 2^o » sont remplacés respectivement par les chiffres « 32, 1^o » et « 32, 2^o »; et au dernier alinéa, il y a lieu de remplacer les mots « d'heures » par les mots « de périodes d'activités »;
- 5^o à l'art. 71, il y a lieu de remplacer les chiffres « 36, 1^o », « 36, 2^o » et « 36, 3^o » sont remplacés respectivement par les chiffres « 34, 1^o », « 34, 2^o » et « 34, 3^o »;
- 6^o l'annexe 2 est remplacée par l'annexe 2 reprise en annexe.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 64. Les montants repris dans le présent arrêté sont liés à l'indice-santé de référence de décembre 2018.

A partir du 1^{er} janvier 2020, ils sont adaptés annuellement chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{montant de base x indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2018}}$$

Art. 65. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 :

- 1^o l'article 29 du décret;
- 2^o l'article 81 du décret;
- 3^o pour les services visés à l'article 29 du décret : les articles 21, 70, 71, 72, 74, 75, 77, 94, 95, 102 du décret;
- 4^o le présent arrêté.

Art. 66. La Membre du Collège est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 janvier 2019.

Pour le Collège :

F. LAANAN,

La Ministre-Présidente du Collège

C. FREMAULT,

La Ministre, Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

Annexe de l'Arrêté 2018/1592 du 24 janvier 2019 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'appui à la formation professionnelle, mettant en œuvre l'article 29 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DES FRAIS GENERAUX
DES SERVICES D'APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

61. SERVICES ET BIENS DIVERS
6110. Soins
61100. Achats de biens pharmaceutiques - produits courants
61101. Achats de petit matériel de soin
61110. Achats de matériel didactique (remboursable)
61111. Achats de matériel didactique (non remboursable)
61112. Achats de matières premières pour activités artisanales
61113. Achats d'autres biens non personnalisés pour éducation, thérapie et activités spécifiques hors loisirs
61120. Achats de biens non personnalisés pour loisirs hors vacances
61126. Achats de services non personnalisés pour loisirs hors vacances
61130. Locations (y compris charges locatives)
61131. Transports
61132. Loisirs (y compris alimentation)
61133. Vacances achetées
61150. Achats de petit matériel de cuisine
6117. Lingerie
61170. Achats de petit matériel et fournitures de literie
61171. Achats de linge de maison
61180. Achats de produits pour la buanderie
612. Frais de gestion du personnel
61201. Frais de formation
61224. Abonnements aux revues professionnelles et documentation
61260. Secrétariat social extérieur
613. Loyers et charges locatives
61300. Loyers immeubles
61301. Redevances emphytéotiques
61302. Charges locatives immeubles
61303. Location matériel et équipement
614. Energie
61400. Mazout de chauffage
61401. Electricité
61402. Gaz
61403. Eau
615. Entretien et réparations – achats
6152. Terrains et constructions
61520. Nettoyage
61521. Entretien et réparations extérieurs des bâtiments
61522. Entretien et réparations intérieurs des bâtiments

64523. Entretien de jardins
61530. Entretien et réparations installations techniques
61531. Entretien et réparations installations et équipement de cuisine
61532. Entretien et réparations matériel de buanderie
61533. Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical
61535. Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien (y compris location du petit outillage)
61540. Entretien et réparations mobilier
61541. Entretien et réparations matériel de bureau
61542. Entretien et réparations matériel informatique
616. Entretien et réparations - services extérieurs
6162. Terrains et constructions
61620. Nettoyage
61621. Entretien et réparations extérieurs des bâtiments
61622. Entretien et réparations intérieurs des bâtiments
61623. Entretien de jardins
6163. Installations
61630. Entretien et réparations installations techniques
61631. Entretien et réparations installations et équipements de cuisine
61632. Entretien et réparations installations et équipements de buanderie
61633. Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical
61635. Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien
61639. Contrôles obligatoires opérés par des tiers
6164. Mobilier et matériel roulant
61640. Entretien et réparations mobilier
61641. Entretien et réparation matériel de bureau
61642. Entretien et réparation matériel informatique
61643. Entretien et réparations matériel roulant
617. Assurances
61701. Assurances et responsabilité civile personnes handicapées et personnel
61702. Assurances vol, incendie et dégâts
61705. Assurances voitures et véhicules de l'institution
61707. Assurances omnium missions
61708. Autres assurances
618. Transports, déplacements
61800. Carburant pour véhicules de service
61801. Locations de véhicules de service
61802. Frais de réunion
61803. Frais de mission (1)
619. Autres frais de gestion générale
6190. Fournitures de bureau
61900. Fournitures de bureau
61901. Fournitures informatiques
61902. Frais de réunions et de réception
6191. Téléphone, fax et frais postaux

61910. Téléphone, fax, internet, minitel
61911. Frais postaux
6192. Rétribution de tiers
61920. Services informatiques extérieurs (autres qu'entretiens et réparations)
61921. Honoraires comptables externes
61923. Honoraires avocats et notaires
61924. Autres honoraires
61926. Publicité, annonces et insertions
61927. Frais d'affiliation à divers organismes
62. REMUNERATIONS, CHARGES SOCIALES ET AUTRES FRAIS DE PERSONNEL (2)
6200. Rémunérations personnel
6210. Cotisations patronales ONSS
6220. Assurance-loi
6231. Chemin du travail
6232. Médecine du travail
63. AMORTISSEMENTS
630. Dotations aux amortissements
6300. Amortissements sur frais de premier établissement
6301. Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles
6302. Dotation aux amortissements sur constructions
6303. Dotation aux amortissements sur installations
6304. Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant
6305. Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires
6306. Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles
64. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION
640. Charges fiscales d'exploitation
64000. Précompte immobilier
64010. Taxe sur le patrimoine des ASBL
64030 Taxes de circulation
64040 Taxe et redevances radio-TV
64050. Taxes locales (immondices, égouts, etc.)
65. CHARGES FINANCIERES
650. Charges des dettes
6500. Charges des dettes à long terme
65001. Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés
65002. Charges financières sur dettes à long terme
6501. Charges des dettes à court terme
65010. Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement
65011. Charges financières sur dettes à court terme
656. Charges financières diverses
65600. Frais bancaires

669. Charges sur exercices antérieurs
669031. Rattrapage sur exercices antérieurs
6691. Services et biens divers (à subdiviser comme les comptes 61)
6693. Amortissements (à subdiviser comme les comptes 63)
6694. Autres charges d'exploitation (à subdiviser comme les comptes 64)
6695. Charges financières (à subdiviser comme les comptes 65)

(1) : lorsqu'il s'agit de frais de mission en véhicule privé : sur base de l'indemnité kilométrique établie annuellement par le pouvoir public fédéral en application de l'Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

(2) : pour le personnel pris en charge partiellement par un autre pouvoir public.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2018/1592 du 24 janvier 2019.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

F. LAANAN,
Présidente du Collège

C. FREMAULT,
Membre du Collège en charge de la Politique
d'Aide aux Personnes handicapées

Annexe 2 de l'arrêté 2017/1127 du 1^{er} mars 2018 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux services d'accompagnement, mettant en œuvre la section 4 du chapitre 4 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT AGREES AU 1^{ER} JANVIER 2018
MISSIONS PRINCIPALES ET ACTIONS SPECIFIQUES

SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT - Agréments au 01/01/2018						
N° Entreprise	Dénomination	Catégorie art. 25	Missions principales			Dates De fin d'agrément
			Enfants en bas âge art. 3, 1°	Enfants en âge scolaire art. 3, 2°	Adultes art. 3, 3°	
433198733	La Braise	3		x	x	30/06/2020
402992834	Ligue Braille	3		x	x	30/06/2020
406570550	ONA	3		x	x	30/06/2020
455030166	Réci-Bruxelles	3	x	x		30/06/2020
459260158	SAHAM	2			x	30/06/2020
472808187	SUSA-Bruxelles	4	x	x	x	30/06/2020
433820325	Triangle-Bruxelles	3	x	x		30/06/2020
449178987	Escale	2			x	30/06/2020
458328265	Famisol	3	x	x		30/06/2020
456072620	SAB	2			x	30/06/2020
442220723	Transition	4		x	x	30/06/2020
419728502	La Vague	3	x	x	x	30/06/2020
433484783	La Maison des Pilifs	3		x	x	30/06/2020
422466870	SISAHM	3		x	x	30/06/2020
415999643	Bataclan	3		x	x	30/06/2020
451682775	SAPHAM	4	x	x	x	30/06/2020
867514055	Les Tof-Services	3		x	x	31/03/2019
457928288	Ricochet	2			x	31/03/2020
841604563	Madras	2		x	x	14/12/2021
836246896	Saphir-Bruxelles	3	x	x		30/06/2022
836246896	L'Entre-Temps	1		x		31/10/2022
478230190	Info-Sourds	1			x	31/10/2018
408551132	Emergence	1		x	x	31/08/2022
811085591	Vivre et Grandir	1		x	x	30/06/2018
479458330	Cap Idéal	1			x	30/06/2019

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C - 2019/40277]

24 JANUARI 2019 — Besluit 2018/1592 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de ondersteuningsdiensten voor beroepsopleiding, waarbij artikel 29 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer gelegd wordt

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, artikelen 21, 40, lid 3, 71, 1^{ste} lid, 3^o, 72, lid 1, 77 leden 2 en 3, 94 en 119;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van donderdag 18 oktober 2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van donderdag 18 oktober 2018;

Gelet op het advies van de afdeling "personen met een handicap" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op de zitting van woensdag 12 september 2018;

Gelet op het advies van het intrafranstalige Comité inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen, gegeven op 12 september 2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op woensdag 18 juli 2018;

Gelet op het akkoord van het Collegelid bevoegd voor Begroting, gegeven op donderdag 18 oktober 2018;

Gelet op advies nr. 64.580/4 van de Raad van State, gegeven op woensdag 5 december 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het collegelid belast met het beleid inzake Bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen en definities*

Artikel 1. Het besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder:

- 1^o het decreet: het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;
- 2^o de SPFB: de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie (Service Public Francophone bruxellois);
- 3^o Het Collegelid: het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap;
- 4^o de dienst: de ondersteuningsdienst voor beroepsopleiding, bepaald in artikel 29 van het decreet;
- 5^o de vzw: de vereniging zonder winstoogmerk, bepaald in artikel 2, 13^o van het decreet, die een ondersteuningsdienst voor beroepsopleiding inricht;
- 6^o de opleiding: de prekwalificerende opleiding of de kwalificerende opleiding. De eerste opleiding bestaat uit het verwerven van de beroepsvereisten en het bijschaven van de algemene kennis die nodig is voor het uitoefenen van een beroep of voor het volgen van een kwalificerende beroepsopleiding. De tweede opleiding heeft als doel het aanleren van een vak, een beroep of een functie.
- 6^o de opleidingsverstrekker: orgaan of instelling die opleidingen aanbiedt die niet specifiek gericht zijn op personen met een handicap;
- 8^o de stagiair: persoon met een handicap die een opleiding volgt zoals bedoeld in dit besluit;
- 9^o pedagogisch team: de professionelen van de opleidingsverstrekker die belast zijn met de opleiding en de beroepsoriëntering van de stagiaires.
- 10^o het NM-besluit: besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;
- 11^o het Plan Tandem: de voorziening voor de inrichting van het einde van de loopbaan die tot stand gebracht is door de Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2009 binnen het paritair subcomité 319.02.

HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten*

Art. 3. De dienst voert de psychopedagogische individuele begeleidingsopdracht zoals bedoeld in artikel 29, lid 2, 1^o van het decreet uit aan de hand van de volgende acties:

- 1^o het ondersteunen van de persoon met een handicap bij de acties die hem in staat stellen deel te nemen aan een opleiding;

- 2° in overleg met het pedagogisch team, het opstellen van een professionele balans om een beroepsproject te bepalen dat aangepast is aan de noden, de ambities en de capaciteiten van de persoon met een handicap en het voorstellen van redelijke aanpassingen die doorgevoerd moeten worden in het kader van de opleiding;
- 3° het opstellen van een geïndividualiseerd project in overleg met de persoon met een handicap en de uitvoering daarvan verzorgen;
- 4° het continu beoordelen van het geïndividualiseerd project en het aanpassen ervan, desgevallend, in functie van de noden en capaciteiten van de persoon met een handicap;

De dienst verzorgt deze begeleiding van bij de aanvraag tot zoeken naar een opleiding en tijdens de volledige duur van de opleiding.

Art. 4. De dienst voert de opleidings- en coördinatieopdracht bedoeld in artikel 29, lid 2, 2° van het decreet uit aan de hand van de volgende acties:

- 1° het coördineren van de denkoefening en de acties van het team van de dienst door regelmatig te vergaderen.
- 2° het ontwikkelen en uitvoeren van een jaarlijks opleidingsplan dat beantwoordt aan de noden van het team van de dienst op psychopedagogisch vlak.

Art. 5. De dienst voert de informatieopdracht bedoeld in artikel 29, lid 2, 3° van het decreet uit aan de hand van de volgende acties:

- 1° het communiceren met het pedagogisch team van de specifieke noden en capaciteiten van de persoon met een handicap op verschillende momenten van de opleiding en samen bepalen welke redelijke aanpassingen nuttig zijn;
- 2° het sensibiliseren, indien nodig, van de andere stagiaires binnen de opleidingsgroep.

Art. 6. Op grond van artikel 29, lid 2, 4° van het decreet wordt de bemiddelingsopdracht door de dienst uitgevoerd aan de hand van de volgende acties:

- 1° het bieden van een luisterend oor aan de persoon met een handicap door individuele ontmoetingen te organiseren;
- 2° het organiseren van contacten of ontmoetingen tussen de betrokken partijen.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenningsnormen*

Afdeling 1. — Kwaliteitsnormen

Art. 7. De dienst onderwerpt zich aan de evaluaties, bezoeken en controles die door de overheden georganiseerd worden en verstrekt hen ieder document dat vereist is voor de uitoefening van hun opdrachten.

Art. 8. In naleving van de bepalingen die in artikel 74 van het decreet bepaald zijn, vermeldt ieder document dat van de dienst afkomstig is de naam van de dienst, de naam van de vzw indien die verschillend is, het ondernemingsnummer, het adres van de activiteitenzetel, het adres van de maatschappelijke zetel indien die verschillend is, de verleende erkenning en de datum van opstelling van het document.

Art. 9. De dienst geeft de personen met een handicap toegang tot de documenten die voor hen bestemd zijn.

Art. 10. De dienst werkt mee aan de externe wetenschappelijke evaluatie betreffende de uitvoering van de beginselen van het decreet zoals bedoeld in diens artikel 103.

Art. 11. Naast de wettelijk verplichte verzekeringen sluit de vzw voor de dienst de volgende verzekeringen af:

- 1° burgerlijke aansprakelijkheid voor alle prestaties die onder haar verantwoordelijkheid verricht worden, met inbegrip van de externe samenkomsten, en voor de vrijwilligers die ze tewerkstelt;
- 2° aansprakelijkheid voor de bestuurders van de vzw;
- 3° brand en diefstal voor het gebouw en het meubilair.

Afdeling 2. — Normen in verband met de infrastructuur

Art. 12. De dienst vestigt zijn activiteitenzetel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 13. De dienst beschikt over lokalen waar:

- 1° op de plaats van zijn activiteitenzetel de opdrachten die in de artikelen 3 tot 6 omschreven zijn en waarvoor hij erkend is, tot stand gebracht kunnen worden;
- 2° een individueel gesprek met een persoon met een handicap verzekerd kan worden, waarbij de vertrouwelijkheid gerespecteerd kan worden.

Art. 14. De dienst verzekert de toegankelijkheid van zijn lokalen door rekening te houden met de specifieke kenmerken van de doelgroep die hij ontvangt.

Afdeling 3. — Normen in verband met de organisatie

Art. 15. De dienst stelt een dienstenplan op. Dit plan verduidelijkt ten minste:

- 1° de waarden waarop de dienstverleningsopdrachten gebaseerd zijn;
- 2° de opdrachten en het doelpubliek van de dienst;

- 3° het dienstenaanbod;
- 4° de beschrijving van de dienst en diens werkingsregels;
- 5° de methoden voor de organisatie van het werk, met de bedoeling het levensproject van de personen met een handicap te verwezenlijken;
- 6° de modaliteiten voor de participatie van de personen met een handicap, zoals bedoeld in artikel 71, lid 1, 3° van het decreet;
- 6° de modaliteiten voor de participatie aan gemeenschapsacties, bedoeld in artikel 71, lid 1, 4° van het decreet;
- 8° de modaliteiten voor het uitbouwen van een netwerk, bedoeld in artikel 71, lid 1, 5° van het decreet;
- 9° de modaliteiten voor de beoordeling van het geïndividualiseerd project van de personen met een handicap, met inbegrip van hun participatie.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden.

Art. 16. De dienst beschikt over:

- 1° voldoende tijdvensters om ondersteuning te bieden die beantwoordt aan de noden van de gehandicapte personen;
- 2° een elektronisch adres, een antwoordapparaat, een mobiele telefoon en elk aangepast communicatiemiddel dat de personen met een handicap toelaat een boodschap achter te laten buiten de openingsuren van de dienst;
- 3° een website die regelmatig wordt geüpdatet, die de door de dienst uitgebouwde activiteiten voorstelt en die toegankelijk is voor de doelgroep.

Afdeling 4. — Normen in verband met het personeel

Art. 17. De personeelsleden van de dienst stemmen overeen met de functies en beantwoorden aan de diplomavereisten die worden bepaald door bijlage III van het NM-besluit.

Art. 18. Met uitzondering van de diensten uit categorie 1 zoals bedoeld in artikel 25 wordt het multidisciplinair karakter van het begeleidingsteam verzekerd.

Art. 19. Iedere bezoldigde functie binnen de dienst is onverenigbaar met een bestuurdersmandaat binnen de vzw.

Art. 20. Bij de eerste aanwerving van een personeelslid beschikt de dienst over een uittreksel uit het strafregister waarvan de afgifte datum niet meer dan drie maanden aan de indiensttredingsdatum mag voorafgaan. De dienst evalueert of het personeelslid de functie waarvoor hij of zij zich kandidaat stelt mag uitoefenen en neemt daarbij de specifieke kenmerken van de begeleide personen met een handicap in aanmerking.

Art. 21. De dienst houdt een individueel dossier bij dat voor elk betrokken personeelslid toegankelijk is.

Dit dossier bevat ten minste:

- 1° de arbeidsovereenkomst die de dienst en de werknemer aan elkaar verbindt, met inbegrip van de latere wijzigingen hiervan;
- 2° een kopie van de titels en diploma's die nuttig zijn voor de functie;
- 3° de attesten die anciënniteit aantonen;
- 4° het uittreksel uit het strafregister zoals bedoeld in artikel 20;
- 5° de opleidingen die door de werknemer gevolgd zijn sinds zijn of haar aanwerving;
- 6° elk document in verband met de eventuele subsidiëring van de werknemer door een andere overheid.

Art. 22. De vrijwilligers voeren hun activiteiten uit ter ondersteuning van het personeel van de dienst.

Een vrijwilligersovereenkomst regelt hun verhoudingen met de dienst conform de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

De dienst bewaart een afschrift van de individuele overeenkomsten.

Art. 23. De dienst staat in voor de voortgezette opleiding van de personeelsleden en de vrijwilligers in verband met de uitoefening van de opdrachten bepaald in hoofdstuk 2.

Afdeling 5. — Normen in verband met de gehandicapte personen

Art. 24. De persoon met een handicap die nog niet toegelaten voor de tussenkomsten van het decreet kan gebruik maken van de tussenkomsten van de dienst. Hij dient ten laatste binnen de 9 maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de begeleidingsovereenkomst bedoeld in artikel 27 een toelatingsaanvraag bij de dienst PHARE in. Gedurende deze periode wordt hij in de aantallen die in artikel 25 vermeld zijn, in aanmerking genomen.

Art. 25. Elke dienst wordt erkend voor het verzorgen van de opdrachten die in artikels 3, 5 en 6 bedoeld worden, en dit ten gunste van:

- minstens 10 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 1;
- minstens 20 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 2;
- minstens 30 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 3;
- minstens 40 personen met een handicap per jaar. Dan behoort deze dienst tot categorie 4.

Van deze personen volgt minstens 60% een opleiding tijdens het burgerlijk jaar.

Enkel de personen met een handicap die genieten van begeleiding in het jaar dat beschouwd wordt in het kader van de begeleidingsovereenkomst, bedoeld in artikel 27, worden in deze aantallen meegerekend.

Afdeling 6 – Normen in verband met de verhoudingen tussen de dienst en de gehandicapte persoon

Art. 26. De dienst stelt een huishoudelijk reglement op. Dit reglement vermeldt ten minste:

- 1° de rechten en plichten van de dienst ten aanzien van de gehandicapte persoon;
- 2° de rechten en plichten van de gehandicapte persoon;
- 3° de evaluatie van het geïndividualiseerd project van de gehandicapte persoon, iedere 18 maanden;
- 4° de modaliteiten voor het indienen van de informatieaanvragen en klachten en hun behandelingsmethode;
- 5° de maatregelen die worden uitgevoerd wanneer een begunstigde van de ondersteuning van de dienst de werkingsregels overtreedt of wanneer het materiaal met opzet beschadigd wordt;
- 6° de namen van de persoon die instaat voor het dagelijkse beheer en van de voorzitter van de raad van bestuur;
- 6° de bepalingen die ingeschreven zijn in artikels 29 en 30;
- 8° de vermelding van de risico's die gedekt worden door de verzekeringen die de dienst heeft afgesloten;
- 9° de gegevens van de Dienst PHARE en de inspectiedienst van de SPFB.

Dit document wordt opgesteld en regelmatig herzien in overleg met de personeelsleden en met inbegrip van de participatie van de gehandicapte personen.

Art. 27. In het kader van de opdrachten omschreven in artikels 3 en 6 wordt er door de dienst en de gehandicapte persoon een geschreven begeleidingsovereenkomst afgesloten en ondertekend.

Deze overeenkomst vermeldt ten minste:

- 1° de identiteit van de partijen;
- 2° de datum waarop de overeenkomst van kracht wordt en de duur ervan. Ze loopt af uiterlijk drie maanden volgend op het einde van de laatst gevolgde opleiding;
- 3° de doelstellingen van het geïndividualiseerd project;
- 4° het geïndividualiseerd project;
- 5° de modaliteiten volgens dewelke de overeenkomst gewijzigd, aangevuld of opgezegd kan worden;
- 6° de evaluatiemodaliteiten van de uitvoering van de overeenkomst; de gehandicapte persoon neemt deel aan deze evaluatie;
- 6° het bedrag van de financiële bijdrage bedoeld in artikel 30 en de modaliteiten van de storting daarvan;
- 8° de datum van ondertekening.

Elke partij ontvangt een ondertekend exemplaar van de overeenkomst.

Het dienstenproject en het huishoudelijk reglement van de dienst, zoals bepaald in de artikelen 15 en 26, worden toegelicht en tegen ontvangstbevestiging en ondertekening voor akkoord aan de persoon met een handicap afgegeven.

Art. 28. In het kader van de opdrachten die in de artikelen 3, 5 en 6 omschreven worden, wordt er op naam van de gehandicapte persoon met wie een overeenkomst ondertekend is een gecentraliseerd individueel dossier geopend.

Dit dossier bevat ten minste:

- 1° de aanvraag en/of het rapport van het eerste gesprek met de gehandicapte persoon;
- 2° de begeleidingsovereenkomst zoals beschreven in artikel 27;
- 3° de ontvangstbevestigingen van het dienstenproject en het huishoudelijk reglement door de gehandicapte persoon bij ondertekening van de overeenkomst;
- 4° de individuele gegevens van de persoon met een handicap die vereist zijn voor de uitvoering van de overeenkomst;
- 5° de opvolging en evaluaties van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 29. De dienst mag zijn ondersteuning niet van een andere tegenprestatie dan die bedoeld in artikel 30 afhankelijk maken.

Art. 30. De persoon met een handicap draagt bij tot de kosten van de dienst waarmee hij of zij een overeenkomst afgesloten heeft en stort hiervoor een maandelijke financiële bijdrage aan de dienst.

Deze bijdrage ligt tussen € 1,70 en € 5,00, in functie van de criteria die opgesteld zijn door de dienst, en houdt rekening met de bestaansmiddelen van de belanghebbende.

Art. 31. Indien de persoon met een handicap beschermd is in de zin van de wet tot hervorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid stelt de dienst zich in overeenstemming met de bepalingen uit de mandaatovereenkomst of uit het bevelschrift van de vrederechter en raadpleegt ze, indien nodig, de mandataris of de beheerder van de goederen die in deze akte zijn aangeduid.

Art. 32. De deelname van de gehandicapte personen voorzien in artikel 71, 3° van het decreet vertaalt zich in een jaarlijks geïndividualiseerd raadgevend proces dat aangepast is aan de specifieke kenmerken van de gehandicapte personen en door de dienst bepaald wordt.

Afdeling 7. — Normen in verband met de betrekkingen tussen de dienst en de dienst PHARE

Art. 33. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE een activiteitenverslag over.

Dit verslag omvat ten minste:

- 1° globale informatie over het aantal personen met een handicap die een opleidingsproject hebben, het aantal personen met een handicap die een opleiding volgen, alsook de leeftijd, het geslacht, de handicap, de woonplaats, de doelstellingen en de resultaten;
- 2° de evaluatie van de uitvoering van het dienstenproject bedoeld in artikel 15;
- 3° de opmerkelijke feiten van de activiteit van de dienst;
- 4° de modaliteiten voor de verwezenlijking van een netwerk in overeenstemming met de bepalingen van artikel 71, 5° van het decreet;
- 5° de middelen die ingezet worden om de participatie en de inclusie van personen met een handicap te bevorderen;
- 6° geglobaliseerde gegevens betreffende het tewerkgestelde personeel en de veranderingen die in de loop van het jaar opgetreden zijn;
- 6° de modaliteiten en de resultaten van de interne evaluatie zoals bedoeld in artikel 102 van het decreet;
- 8° de perspectieven wat betreft de evolutie van de dienst op het vlak van activiteiten en organisatie.

Art. 34. De dienst deelt aan de Dienst PHARE tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar het nationaal nummer, de aanvangs- en einddatum van begeleidingsovereenkomsten van gehandicapte personen met wie hij een overeenkomst, bedoeld in artikel 27, ondertekend heeft.

De dienst PHARE neemt deze informatie in de individuele dossiers van de personen met een handicap waarover hij beschikt, op.

Art. 35. De dienst brengt de Dienst PHARE binnen de vijftien dagen op de hoogte van iedere wijziging in verband met de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden, evenals van iedere wijziging betreffende het personeel bedoeld in artikel 17.

Voor elk personeelslid bedoeld in artikel 17 maakt de dienst binnen de vijftien dagen vanaf zijn aanwerving de kopie van diens arbeidsovereenkomst, evenals ieder bewijs dat het personeelslid voldoet aan de reglementaire voorwaarden betreffende zijn functie en zijn anciënniteit aan de Dienst PHARE, over. Enkel de elementen die onmisbaar zijn voor de berekening van de subsidies worden aan de Dienst PHARE bezorgd.

Art. 36. Wat betreft het bijhouden van de rekeningen stemt het boekjaar overeen met het kalenderjaar.

De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar dat volgt op het betrokken boekjaar zijn rekeningen en balans, zoals die bij de Nationale Bank van België en bij de Griffie van de Handelsrechtbank neergelegd zijn, aan dienst PHARE over. In het laatste geval wordt het bewijs van indiening bijgevoegd.

Art. 37. De dienst maakt tegen 30 juni van het boekjaar volgend op het betreffende boekjaar aan de dienst PHARE het verantwoordingsdossier voor de subsidies, bedoeld in artikel 50, over.

Art. 38. De SPFB stelt de modaliteiten voor de overdracht van de informatie bedoeld in dit hoofdstuk vast.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidies*

Afdeling 1. — Algemene modaliteiten voor de toekenning van de subsidies

Art. 39. De aan een erkende dienst verschuldigde subsidie is jaarlijks.

Ze wordt gestort onder de vorm van maandelijks voorschotten, en dit ten laatste op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze worden toegekend.

Ze wordt door de SPFB vereffend na onderzoek van het verantwoordingsdossier bedoeld in artikel 50.

Art. 40. Het maandelijks voorschot houdt rekening met de erkende categorie bedoeld in artikel 25, de evolutie van het personeel opgenomen in artikel 17 wat betreft het aantal, de functie, de anciënniteit en de prestaties binnen de grenzen vastgelegd in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Bij het overschrijden van de in artikel 35 vastgestelde termijn zal bij de berekening van de maandelijks voorschotten slechts op de eerste dag van de maand volgend op de ontvangst van de documenten rekening gehouden worden met de wijziging van het personeel.

Art. 41. Wanneer de SPFB vaststelt dat de aan de dienst gestorte maandelijks voorschotten hoger zijn dan de jaarlijks verschuldigde subsidies, dan wint hij het teveel aan ontvangen voorschotten over een periode van maximaal 12 maanden terug na overleg met de directie van de dienst via compensatie met de volgende maandelijks voorschotten die gestort worden voor het lopende jaar.

Deze terugwinning kan uitzonderlijk en op vraag van de dienst van voorwaarden en termijnen afhankelijk gesteld worden. De SPFB stelt een aflossingsplan op.

Art. 42. Wanneer de SPFB vaststelt dat het teveel aan voorschotten die door de dienst ontvangen zijn, voortkomt uit bewust verkeerde informatie die door de dienst bezorgt werd of uit zware beheersfouten, dan krijgt de SPFB het onverschuldigde bedrag in één keer terug.

In deze veronderstelling bezorgt de SPFB aan het Collegelid een voorstel voor de opstart van de procedure tot intrekking van de vergunning.

Afdeling 2. — Subsidie voor personeelskosten

Art. 43. De jaarlijkse subsidiëring van de personeelskosten bedoeld in artikel 17 en bestemd voor de in hoofdstuk 2 bedoelde opdrachten is op elk moment van het jaar beperkt tot de volgende normen:

- dienst van categorie 1: 0,5 voltijds equivalent;
- dienst van categorie 2: 1 voltijds equivalent;
- dienst van categorie 3: 1,5 voltijds equivalenten;
- dienst van categorie 4: 2 voltijds equivalenten.

Van de gesubsidieerde tewerkstellingen mag het aantal werknemers die houder zijn van een masterdiploma niet hoger zijn dan:

- dienst van categorie 1: 0,10 voltijds equivalent;
- dienst van categorie 2: 0,20 voltijds equivalent;
- dienst van categorie 3: 0,35 voltijds equivalent;
- dienst van categorie 4: 0,45 voltijds equivalent.

De norm van de voltijdsequivalent voor werknemers die houder zijn van een masterdiploma wordt verdubbeld voor een dienst die voornamelijk personen met een handicap begeleidt die een intellectuele beperking, autismespectrumstoornissen of een cerebraal letsel hebben en is niet beperkt voor een dienst die hoofdzakelijk personen met een handicap met een auditieve beperking begeleidt.

Art. 44. De subsidie dekt de gemaakte personeelskosten en is beperkt tot de berekening die gemaakt wordt op basis van de barema's die in bijlage I NM van het NM-besluit vastgesteld zijn, en bevat de werkgeverslasten en andere voordelen die in bijlage V NM van het NM-besluit vastgesteld zijn op basis van de anciënniteit die in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgesteld is.

De baremaschalen die met iedere functie overeenstemmen, zijn vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit.

Art. 45. Een subsidie die overeenstemt met maximaal één percent van de subsidie die in toepassing van artikelen 43 en 44 berekend wordt, wordt toegekend om de verantwoorde kosten inzake opleiding van het personeel te dekken.

De opleidingskosten kunnen bovendien kosten voor supervisie zijn en kosten van de evaluatie voor intern gebruik, zoals bedoeld door artikel 102 van het decreet.

Art. 46. De subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde is van het Plan Tandem, wordt toegekend op basis van hetzelfde werkvolume als het werkvolume dat hij of zij presteerde voordat hij of zij zijn of haar prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het bezoldigde prestatievolume van de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn of haar prestaties van een driekwart-tijds of een voltijdse betrekking tot een halftijdse betrekking verminderde, wordt niet in aanmerking genomen.

De volgende kosten en bijdragen worden beschouwd als toelaatbare uitgaven van de subsidie voor personeelskosten van een werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is:

- 1° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen die verband houden met de werknemer die begunstigde van het Plan Tandem is, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;
- 2° de bezoldigingskosten, werkgeverslasten en andere voordelen die verband houden met de werknemer die is aangeworven ter vervanging van de werknemer die zijn of haar prestaties tot een halftijdse betrekking verminderde in het kader van het Plan Tandem, zoals bepaald in bijlage V van het NM-besluit;
- 3° de bijdrage die in toepassing van het Plan Tandem gestort wordt aan het Sociaal Fonds "Old Timer".

Afdeling 3. — Subsidie voor algemene kosten

Art. 47. De jaarlijkse subsidie voor de algemene kosten is beperkt tot de volgende bedragen:

- dienst van categorie 1: 2 000,00 euro;
- dienst van categorie 2: 6 000,00 euro;
- dienst van categorie 3: 10 000,00 euro;
- dienst van categorie 4: 14 000,00 euro.

Art. 48. De subsidie dekt de gemaakte toelaatbare kosten die in bijlage van dit besluit opgenomen zijn en met de in hoofdstuk 2 bedoelde opdrachten te maken hebben.

Art. 49. Deze subsidie kan de meerkosten dekken van de lonen van personeelsleden die de in artikel 43 vastgestelde functies overschrijden en gedeeltelijk door een andere overheid ten laste worden genomen.

Afdeling 4; — Verantwoordingsdossier voor de subsidies

Art. 50. Het verantwoordingsdossier bevat volgende stukken:

- 1° wat betreft de personeelskosten:
 - de individuele rekeningen van de werknemers;
 - het attest C 450 bis van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
 - het attest van de FOD Financiën dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing bewijst;
 - de eindafrekening van de wetsverzekering;
 - de definitieve eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;
 - een samenvattende tabel met de personeelskosten, met vermelding van het betrokken personeel, de aard van de gevolgde opleidingen en hun kostprijs.
- 2° wat betreft de algemene kosten (met inbegrip van de meerkosten met betrekking tot het loon, die op grond van artikel 49, subsidieerbaar zijn):
 - de algemene balans;
 - de tabellen met afschrijvingen van de vaste activa en van de giften en subsidies in kapitaal;
 - het grootboek of de historiek van de algemene rekeningen.

De SPFB kan de lijst aanvullen met gevraagde stukken en kan met name alle verantwoordingsstukken die de boekhoudkundige documenten verantwoorden opvragen.

Art. 51. De SPFB controleert het verantwoordingsdossier. Hij stelt het verschil tussen de som van de gestorte voorschotten en het bedrag van de verschuldigde subsidie vast.

Hij legt binnen de zes maanden na de ontvangst van het dossier met verantwoordingsstukken een voorstel van beslissing voor aan de dienst, op voorwaarde dat het dossier volledig en voldoende is. Vanaf de datum van ontvangst van dit voorstel beschikt de dienst over een termijn van zes weken om zijn opmerkingen mee te delen. Bij gebrek aan antwoord binnen deze termijn wordt het voorstel van de SPFB als aanvaard beschouwd.

Binnen een termijn van zes weken volgend op de datum van ontvangst van deze opmerkingen maakt de SPFB de definitieve afrekening van de subsidie over.

Art. 52. De financiële bijdragen bedoeld in artikel 30 worden niet van de subsidie afgetrokken.

HOOFDSTUK 5. — Uitvoering van de ondersteuningsopdrachten voor beroepsopleiding door een begeleidingsdienst

Art. 53. In toepassing van artikel 40 van het decreet kan een erkende begeleidingsdienst de in hoofdstuk 2 bepaalde opdrachten in het kader van een overeenkomst van vijf jaar, afgesloten met het College, uitvoeren, en dit middels naleving van de bepalingen van hoofdstuk 3 en volgens de volgende modaliteiten:

- 1° zijn dienstproject en huishoudelijk reglement aanvullen op basis van artikelen 15 en 26;
- 2° zijn jaarlijks activiteitenverslag aanvullen op basis van artikel 33;
- 3° in het kader van zijn analytische boekhouding de geconventioneerde opdracht onderscheiden.

Art. 54. De subsidies worden toegekend op grond van de bepalingen uit hoofdstuk 4.

Art. 55. Het verantwoordingsdossier van de subsidies maakt een onderscheid tussen de ondersteuningsopdrachten voor beroepsopleiding en de opdrachten met betrekking tot de begeleidingsdienst.

Art. 56. De met het College afgesloten overeenkomst bevat:

- 1° de bepalingen uit de artikelen 53 tot 55;
- 2° de doelstellingen van de begeleidingsdienst die de modaliteiten voor de uitvoering van de ondersteuningsopdrachten voor beroepsopleiding preciseren;
- 3° de vermelding van de erkenningscategorie zoals die in artikel 25 omschreven is.

Ze wordt aan het voorafgaand advies van de Adviesraad onderworpen.

Art. 57. Een vrijstelling van de in artikel 30 bedoelde financiële bijdrage is voorzien wanneer de persoon met een handicap voor dezelfde periode met de begeleidingsdienst reeds een begeleidingsovereenkomst ondertekend heeft.

HOOFDSTUK 6. — Wijzigingsbepalingen

Art. 58. In het besluit 2017/892 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de diensten voor inclusieve vrijetijdsbesteding dat uitvoering geeft aan afdeling 7 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon wordt de volgende wijziging aangebracht:

In art. 33 wordt het cijfer "33" vervangen door het cijfer "31".

Art. 59. In het besluit 2017/891 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang, waarbij afdeling 5 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer gelegd wordt, wordt de volgende wijziging aangebracht:

In art. 38, lid 1 wordt het cijfer "18" vervangen door het cijfer "16".

Art. 60. In het 2017/1388 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking, waarbij artikel 27 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer gelegd wordt, wordt de volgende wijziging aangebracht:

In art. 55 wordt het cijfer "54" vervangen door het cijfer "53".

Art. 61. In het besluit 2017/626 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 houdende de vaststelling van de wijzen en procedures voor de erkenning van centra, diensten, woningen of ondernemingen bedoeld in artikel 70 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in art. 5, lid 3 wordt het cijfer "4, 14°" vervangen door het cijfer "4, 13°";

2° in art. 6, lid 2 wordt het cijfer "4, 14°" vervangen door het cijfer "4, 13°";

3° in art. 13 wordt het cijfer "4, 1° tot 14°" vervangen door het cijfer "4, 1° tot 13°".

4° in art. 21, 2° wordt het cijfer "4, 1° tot 14°" vervangen door het cijfer "4, 1° tot 13°".

Art. 62. In het besluit 2017/1481 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de diensten voor gezinsopvang dat uitvoering geeft aan afdeling 3 van hoofdstuk 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon wordt de volgende wijziging aangebracht:

In art. 39, lid 1 wordt het cijfer "25" vervangen door het cijfer "23".

Art. 63. In het besluit 2017/1127 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de begeleidingsdiensten, waarbij afdeling 4 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer gelegd wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in art. 66, 2de lid worden de woorden "ondersteuning" vervangen door de woorden "opvangperiodes";

2° in art. 67 worden de cijfers "32,1°", "32,2°" en "32,3°" vervangen door respectievelijk de cijfers "30,1°", "30,2°" en "30,3°";

3° in art. 68 worden de cijfers "33,1°", "33,2°" en "33,3°" vervangen door respectievelijk de cijfers "31,1°", "31,2°" en "31,3°";

4° in art. 69 worden de cijfers "34,1°" en "34,2°" vervangen door respectievelijk de cijfers "32,1°" en "32,2°"; en in het laatste lid moeten de woorden "het uren" vervangen worden door de woorden "de activiteitenperiodes";

5° in art. 71 moeten de cijfers "36,1°", "36,2°" en "36,3°" vervangen worden door respectievelijk de cijfers "34,1°", "34,2°" en "34,3°";

6° bijlage 2 wordt vervangen door bijlage 2, die bijgevoegd is.

HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen

Art. 64. De in dit besluit opgenomen bedragen zijn gekoppeld aan de referentiegezondheidsindex van december 2018.

Vanaf 1 januari 2020 worden ze jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genaamd, volgens de formule:

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{gezondheidsindex van december 2018}}$$

Art. 65. Treden in werking op 1 januari 2019:

1° artikel 29 van het decreet;

2° artikel 81 van het decreet;

3° voor de diensten bedoeld in artikel 29 van het decreet: artikels 21, 70, 71, 72, 74, 75, 77, 94, 95 en 102 van het decreet

4° dit besluit.

Art. 66. Het Collegelid wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 24 januari 2019.

Voor het College :

F. LAANAN,
Minister-President van het College

C. FREMAULT,
Minister, Collegelid, belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap

Bijlage bij besluit 2018/1592 van 24 januari 2019 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de ondersteuningsdiensten voor beroepsopleiding, waarbij artikel 29 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer gelegd wordt.

TOELAATBARE UITGAVEN VOOR DE VERANTWOORDING VAN DE ALGEMENE KOSTEN
VOOR DE ONDERSTEUNINGSDIENSTEN VOOR BEROEPSOPLEIDING

61. DIENSTEN EN DIVERSE GOEDEREN
6110. Zorgen
61100. Aankopen van farmaceutische producten - courante producten
61101. Aankopen van klein verzorgingsmateriaal
61110. Aankopen van didactisch materiaal (terugbetaalbaar)
61111. Aankopen van didactisch materiaal (niet-terugbetaalbaar)
61112. Aankopen van grondstoffen voor artisanale activiteiten
61113. Aankopen van andere niet-personaliseerbare goederen voor onderwijs, therapie, en specifieke activiteiten buiten vrijetijdsbesteding
61120. Aankopen van niet-personaliseerbare goederen voor vrijetijdsbesteding buiten vakantie
61126. Aankopen van niet-personaliseerbare diensten voor vrijetijdsbesteding buiten vakantie
61130. Huren (met inbegrip van huurlasten)
61131. Vervoer
61132. Vrijetijdsbesteding (met inbegrip van voeding)
61133. Aangekochte vakanties
61150. Aankopen van klein keukenmateriaal
6117. Linnendienst
61170. Aankopen van klein beddengoed en leveringen
61171. Aankopen van huishoudlinnen
61180. Aankopen van producten voor de wasplaats
612. Personeelsbeheerkosten
61201. Opleidingskosten
61224. Abonnementen op professionele magazines en documentatie
61260. Extern sociaal secretariaat
613. Huur en huurlasten
61300. Huur gebouwen
61301. Erfpachten
61302. Huurlasten gebouwen
61303. Huur materiaal en uitrusting
614. Energie
61400. Stookolie verwarming
61401. Elektriciteit
61402. Gas
61403. Water
615. Onderhoud en herstellingen - aankopen
6152. Terreinen en constructies
61520. Schoonmaak

61521. Onderhoud en herstellingen buiten gebouwen
61522. Onderhoud en herstellingen binnen gebouwen
64523. Tuinonderhoud
61530. Onderhoud en herstellingen technische installaties
61531. Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting
61532. Onderhoud en herstellingen materiaal wasplaats
61533. Onderhoud en herstellingen niet-medisch of paramedisch materiaal
61535. Onderhoud en herstellingen materiaal en uitrusting voor onderhoud (met inbegrip van huur van kleine instrumenten)
61540. Onderhoud en herstellingen meubilair
61541. Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal
61542. Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
616. Onderhoud en herstellingen - externe diensten
6162. Terreinen en constructies
61620. Schoonmaak
61621. Onderhoud en herstellingen buiten gebouwen
61622. Onderhoud en herstellingen binnen gebouwen
61623. Tuinonderhoud
6163. Installaties
61630. Onderhoud en herstellingen technische installaties
61631. Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrusting
61632. Onderhoud en herstellingen installaties en uitrusting van de wasplaats
61633. Onderhoud en herstellingen niet-medisch of paramedisch materiaal
61635. Onderhoud en herstellingen onderhoudsmateriaal en -instrumenten
61639. Verplichte controles uitgevoerd door derden
6164. Meubilair en rollend materieel
61640. Onderhoud en herstellingen meubilair
61641. Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal
61642. Onderhoud en herstellingen informaticamateriaal
61643. Onderhoud en herstellingen rollend materieel
617. Verzekeringen
61701. Verzekeringen en burgerlijke aansprakelijkheid gehandicapte personen en personeel
61702. Verzekeringen diefstal, brand en schade
61705. Verzekeringen auto's en voertuigen van het instituut
61707. Omniumverzekeringen opdrachten
61708. Andere verzekeringen
618. Vervoer, verplaatsingen
61800. Brandstof voor dienstvoertuigen
61801. Huur dienstvoertuigen
61802. Vergaderkosten
61803. Kosten voor missies (1)
619. Andere algemene beheerskosten
6190. Kantoorbenodigdheden
61900. Kantoorbenodigdheden

61901. Informaticabenodigdheden
61902. Kosten voor vergaderingen en recepties
6191. Telefoon, fax en kosten in verband met postdiensten
61910. Telefoon, fax, internet, minitel
61911. Portkosten
6192. Honorering van derden
61920. Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstelling)
61921. Honoraria externe boekhouders
61923. Honoraria advocaten en notarissen
61924. Andere honoraria
61926. Reclame, aankondigingen en advertenties
61927. Lidmaatschapskosten van verschillende instellingen
62. VERGOEDINGEN, SOCIALE LASTEN ANDERE PERSONEELSKOSTEN (2)
6200. Bezoldigingen van het personeel
6210. Werkgeversbijdragen RSZ
6220. Wetsverzekering
6231. Weg naar en van het werk
6232. Arbeidsgeneeskunde
63. AFSCHRIJVINGEN
630. Dotaties afschrijvingen
6300. Afschrijvingen op kosten eerste vestiging
6301. Dotatie afschrijvingen immateriële activa
6302. Dotatie afschrijvingen bouwwerken
6303. Dotatie afschrijvingen installaties
6304. Dotatie afschrijvingen meubilair en rollend materieel
6305. Dotatie afschrijvingen gehuurde activa, financieringen en aanverwante rechten
6306. Dotatie afschrijvingen andere materiële activa
64. ANDERE EXPLOITATIELASTEN
640. Fiscale bedrijfslasten
64000. Onroerende voorheffing
64010. Belasting op het patrimonium van de VZW
64030 Verkeersbelasting
64040 kijk- en luistergeld
64050. Lokale belastingen (vuilnis, riolering, enz.)
65. FINANCIËLE LASTEN
650. Financiële lasten op schulden
6500. Lasten op langetermijnschulden
65001. Financiële lasten op huurschulden - financiering en gelijkgesteld
65002. Financiële lasten op langetermijnschulden
6501. Lasten op kortetermijnschulden
65010. Interesten voor leningen ingevolge verdragen subsidies
65011. Financiële lasten op kortetermijnschulden

656. Diverse financiële lasten
65600. Bankkosten
669. Lasten op vorige boekjaren
669031. Inhalingen op vorige boekjaren
6691. Diensten en diverse goederen (onder te verdelen als de rekeningen 61)
6693. Afschrijvingen (onder te verdelen als de rekeningen 63)
6694. Andere bedrijfslasten (onder te verdelen als de rekeningen 64)
6695. Financiële lasten (onder te verdelen als de rekeningen 65)

(1): wanneer het gaat om dienstreiskosten met privévoertuig: op basis van de kilometervergoeding die jaarlijks door de federale overheid vastgesteld wordt in toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

(2) : Voor het personeel dat gedeeltelijk door een andere overheid ten laste wordt genomen.

Gezien om bijgevoegd te worden bij besluit 2018/1592 van 24 januari 2019.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

F. LAANAN,
Voorzitster van het College

C. FREMAULT,
Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake
Bijstand aan Personen met een Handicap

Bijlage 2 bij het besluit 2017/1127 van 1 maart 2018 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de begeleidingsdiensten, dat afdeling 4 van hoofdstuk 4 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon ten uitvoer legt

OP 1 JANUARI 2018 ERKENDE BEGELEIDINGSDIENSTEN
BELANGRIJKSTE OPDRACHTEN EN SPECIFIEKE ACTIES

BEGELEIDINGSDIENSTEN - Erkenningen op 1/01/2018						
Ondernemingsnr.	Benaming	Voornaamste opdrachten				Data van einde erkenning
		Categorie art. 25	Jonge kinderen art.3, 1°	leer-plichtige kinderen art.3, 2°	Volwassenen art.3, 3°	
#433198733	La Braise	3		x	x	30-06-20
402992834	Brailleliga	3		x	x	30/06/2020
406570550	ONA	3		x	x	30/06/2020
455030166	Réci-Bruxelles	3	x	x		30/06/2020
459260158	SAHAM	2			x	30/06/2020
472808187	SUSA-Bruxelles	4	x	x	x	30/06/2020
433820325	Triangle-Bruxelles	3	x	x		30/06/2020
449178987	Escale	2			x	30/06/2020
458328265	Famisol	3	x	x		30/06/2020
456072620	SAB	2			x	30/06/2020
442220723	Transition	4		x	x	30/06/2020
419728502	La Vague	3	x	x	x	30/06/2020
433484783	La Maison des Pilifs	3		x	x	30/06/2020
422466870	SISAHM	3		x	x	30/06/2020
415999643	Bataclan	3		x	x	30/06/2020
451682775	SAPHAM	4	x	x	x	30/06/2020
867514055	Les Tof-Services	3		x	x	31/03/2019
457928288	Ricochet	2			x	31/03/2020
841604563	Madras	2		x	x	14/12/2021
836246896	Saphir-Bruxelles	3	x	x		30/06/2022
836246896	L'Entre-Temps	1		x		31/10/2022
478230190	Info-Sourds	1			x	31/10/2018
408551132	Emergence	1		x	x	31/08/2022
811085591	Vivre et Grandir	1		x	x	30/06/2018
479458330	Cap Idéal	1			x	30/06/2019

BEGELEIDINGSDIENSTEN - Erkenningen op 1/01/2018																	
Specifieke initiatieven																	
Ondernemingsnr.	Benaming	Ondersteuning kinderopvangvoorzieningen art.28	Opvang halte art. 29	Inclusie op school min 120 voor min 6 PH art. 30, 1°	Inclusie op school min 240 voor min 12 PH art. 30, 2°	Inclusie op school min 360 voor min 18 PH art. 30, 3°	Extra-sitting min. 750 u. art. 31, 1°	Extra-sitting min. 1300 u. art. 31, 2°	Extra-sitting min. 2800 u. art. 31, 3°	Organisatie vrijetijd 75 periodes art. 32, 1°	Organisatie vrijetijd 150 periodes art. 32, 2°	Organisatie vrijetijd zware zorgbeh. 75 periodes art. 32 ZZ	Onderst kritieke situaties min. 6 pers art. 33	Onderst kritieke situaties min. 6 pers PZZ art. 33 ZZ	Huisvesting 3 à 4 pers. Art. 34, 1°	Huisvesting 5 à 6 pers. Art. 34, 2°	Huisvesting min. 7 pers. Art. 34, 3°
#433198733	La Braise								x	x					x		
402992834	Braillelīga			x													
406570550	ONA				x					x							
455030166	Réci-Bruxelles	x			x												
459260158	SAHAM														x		
472808187	SUSA-Bruxelles	x			x					x				x			
433820325	Triangle-Bruxelles	x	x		x												
449178987	Escale																
458328265	Famisol	x								x							
456072620	SAB									x							x
442220723	Transition									x							
419728502	La Vague																
433484783	La Maison des Pilifs									x							x
422466870	SISAHM									x							
415999643	Bataclan										x						
451682775	SAPHAM		x		x							x					
867514055	Les Tof-Services								x			x					
457928288	Ricochet																x
841604563	Madras													x			
836246896	Saphir-Bruxelles	x			x												
836246896	L'Entre-Temps												x				
478230190	Info-Sourds																
408551132	Emergence																
811085591	Vivre et Grandir																
479458330	Cap Idéal									x							